

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 30 mars 2020

Résumé :

Renforcement de l'état d'alerte en Espagne : du 30 mars au 9 avril, l'économie sera réduite aux « activités essentielles ». Le Gouvernement considère que toutes les activités liées à la chaîne d'approvisionnement alimentaire sont « essentielles ».

Aux frontières, la circulation des produits agricoles et des animaux vivants reste fluide, les autorités espagnoles et portugaises étant toujours très soucieuses de préserver à la fois l'approvisionnement de leurs marchés intérieurs et leurs exportations vers les marchés des pays voisins, notamment celui de la France.

Pour l'instant, la filière viande bovine espagnole résiste.

Le manque de main d'œuvre pour les récoltes de fruits et légumes se fait plus pressant. Les appels aux personnes sans emploi se multiplient, le plus souvent à l'échelle des collectivités locales.

En Andalousie, les pêcheurs de Huelva viennent de déposer 13 demandes de chômage technique pour force majeur, et un programme d'aide à l'arrêt temporaire de la flotte de palangriers en Méditerranée vient d'être lancé.

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Le renforcement de l'état d'alerte, qui paralyse toute activité considérée comme “non essentielle”, n'affecte en rien les secteurs agriculture-agroalimentaire-pêche. Avec une prise d'effet au 30 mars et censé durer jusqu'au 9 avril minimum, cet élargissement des secteurs concernés par l'arrêt temporaire d'activité continue d'exclure tous les secteurs qui participent au bon fonctionnement de l'approvisionnement alimentaire de l'Espagne (production, emballage, transport, distribution).

Face aux à la baisse des niveaux d'émissions de GES et de pollution atmosphérique, les professionnels agricoles invitent à la modération dans les discours sur les relations agriculture/climat. L'Union des syndicats d'agriculteurs et d'éleveurs compare en effet les chiffres récemment publiés par l'Université polytechnique de Valence sur les baisses d'émissions (NO₂, SO₂ et GES) avec la poursuite, voire l'accélération de l'activité du secteur, afin de démontrer que les acteurs de l'approvisionnement alimentaire ne sont pas les principaux responsables ni du réchauffement climatique, ni de la pollution atmosphérique. Ils insistent par ailleurs sur la mission fondamentale qu'ils assument, et invitent donc leurs détracteurs à plus de nuance une fois la crise sanitaire passée.

Filières agricoles

- **Fleurs**

Les pépiniéristes demandent un assouplissement de l'état d'alerte, pour vendre leur production au lieu de la détruire. Le syndicat des agriculteurs de Valence (AVA-ASAJA) a transmis au Gouvernement central une demande d'assouplissement de la législation, afin qu'il leur soit possible d'écouler leurs productions dans les chaînes de grande distribution alimentaire et sur les marchés de proximité, bien que leurs produits ne soient pas considérés comme “de première nécessité”. Ils demandent ainsi que leurs soient appliquées les mêmes règles qu'au tabac ou à la presse, et alertent sur le risque de perte de 75% du chiffre d'affaires annuel de la filière suite à l'arrêt d'activité imposé depuis le 30 mars, qui empêche de surcroît d'honorer les contrats d'exportation. Selon le syndicat, plusieurs milliers d'emplois sont en jeu.

- **Viande bovine**

Pour l'instant, la filière espagnole résiste. La filière subit une réduction des achats dans les supermarchés après une opération d'approvisionnement dont les stocks ne sont pas encore totalement consommés. Par ailleurs, de nouveaux fronts s'ouvrent pour les opérateurs espagnols : une dévaluation très intense (plus de 70%) de la valeur des peaux, la disparition de l'ensemble du canal RHD, le repli de l'export (interruption vers l'Algérie, réduction drastique vers l'Italie) et la perspective d'une concurrence accrue avec d'autres Etats membres exportateurs tels que la Pologne et l'Irlande. Toutefois, des marchés de niche tiennent bon, comme l'exportation d'animaux en vifs. L'approche du Ramadan et le maintien des opérations à Carthagène et Tarragone permettent de freiner la baisse des prix et de conserver un marché relativement ferme.

- **Sel**

Les producteurs de sel de mer affirment couvrir toute la demande. Au mois de mars, les achats de sel ont triplé, en particulier pendant la semaine précédant la déclaration de l'état d'alerte (14 mars) et dans les jours qui ont suivi. La demande semble être revenue à la normale aujourd'hui, selon l'Association espagnole des producteurs de sel de mer (*Salimar*), qui rassure sur la capacité de la production à répondre la totalité des besoins.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Un mois supplémentaire pour notifier les opérations d'arrachage de vignobles en Castille-La-Manche. L'ordonnance 202/2018, qui régleme le potentiel de production de vin en Castille-La-Manche, a été modifiée en raison de la pandémie de coronavirus. Ainsi, la date limite pour la notification des opérations d'arrachage, initialement fixée au 30 avril, a été repoussée au 1^{er} juin.

Aides directes PAC2019 : 4,35 Md€ d'aides directes ont été versées à ce jour, soit 89% de l'enveloppe 2019. L'Espagne a demandé à la Commission la possibilité de reporter la finalisation des paiements (initialement fixée au 30 juin) au 15 octobre 2020, afin qu'aucun agriculteur ne soit lésé à cause de la crise sanitaire actuelle.

La période de vaccination contre la fièvre catarrhale ovine est étendue en Andalousie. Compte tenu de la crise du Covid-19, le Gouvernement andalous a décidé de prolonger jusqu'au 31 mai le délai de vaccination contre la fièvre catarrhale ovine dans les régions de La Janda et de Campo de Gibraltar.

Distribution

DIA s'allie à Glovo et engage un millier de personnes pour le plus grand service de livraison à domicile. La chaîne de supermarchés DIA a signé une alliance avec la plateforme de livraison à domicile Glovo et a renforcé son personnel avec un millier de salariés supplémentaires afin de faire face à l'augmentation soudaine des commandes de livraison à domicile.

Le volume d'achats en ligne explose, notamment dans l'alimentaire. Entre le 9 et le 15 mars, les achats en ligne ont augmenté de plus de 59% par rapport à la même période l'année dernière, selon les dernières données de Nielsen, une progression inégale. Les supermarchés en ligne sont débordés, et les livraisons ne sont pas garanties avant 10 jours, une semaine au mieux, dans les zones de forte demande comme Madrid. El Cortes Inglés et Carrefour ont mis en place un système de priorités pour les clients de plus de 65 ans et les personnels de santé.

Les fournisseurs des GMS lancent une campagne pour sensibiliser au caractère essentiel de leur activité. Les fournisseurs de la grande distribution alimentaire ont lancé une campagne de sensibilisation mettant en avant leur activité ininterrompue d'approvisionnement du commerce pendant cette période d'état d'alerte. Dans une vidéo diffusée le 30 mars sous l'étiquette "#EstoNOtienequePARAR" (« *Tout cela ne peut pas s'arrêter* »), on peut voir et entendre divers messages d'entreprises du secteur agricole et agroalimentaire dont les machines fonctionnent à plein régime.

La Mairie de Madrid recommande aux commerces de première nécessité de réduire d'un tiers leur capacité d'accueil afin de diminuer les risques pour les salariés et les clients. La recommandation de réduire la capacité d'un tiers a déjà été mise en œuvre par plusieurs magasins. En règle générale, la densité d'occupation doit être d'une personne pour 2 mètres carrés de surface de vente (ainsi, pour un magasin de 30 mètres carrés de surface libre, sans exposants, la capacité maximale doit être de 15 personnes).

Les syndicats agricoles à l'affut des pratiques commerciales abusives. Suite à des baisses de prix d'achats constatées pour plusieurs producteurs (notamment pour les fruits et légumes, la viande et le lait d'ovins/caprins et la viande porcine), le Syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) se dit attentif et prêt à dénoncer toutes pratiques commerciales abusives auprès de l'AICA (Agence d'information et de contrôles alimentaires). La loi sur la chaîne alimentaire de 2013, très récemment renforcée par décret (février 2020) interdit en effet ce type d'abus, que le syndicat qualifié « d'indécents » dans le contexte de crise sanitaire actuel.

Carrefour mobilise 900 agents d'entretiens pour garantir la sécurité des clients dans ses espaces de vente. Déployés dans les 1 200 magasins du groupe Carrefour Espagne (dont 200 hypers) depuis le 30 mars, ces agents seront chaque jour chargés de nettoyer intégralement les espaces de ventes avant l'ouverture du magasin et après sa fermeture.

Mesures nouvelles de gestion de la main d'œuvre

Face au maintien de la prophylaxie, les éleveurs d'Estrémadure menacent le Gouvernement régional de poursuites pour homicide en cas d'infection au Covid-19. Pendant la durée de l'état d'alerte, chaque communauté autonome opte pour un type différent de mesures de prophylaxie en élevage. Si certains les restreignent, d'autres au contraire les maintiennent, comme en Estrémadure. Le syndicat des agriculteurs et éleveurs d'Estrémadure demande cependant sa suspension temporaire, affirmant qu'ils n'hésiteront pas à déposer plainte pour homicide devant le Tribunal pénal contre le Gouvernement local, en cas d'infection au Covid-19 liée au maintien de ces obligations.

Il manquerait actuellement 160 000 travailleurs agricoles en Espagne (Intec). La Fondation européenne pour l'innovation et l'application des technologies (Intec) a calculé qu'en Espagne, il manque actuellement 160 000 travailleurs saisonniers pour les campagnes agricoles. Elle travaille sur une plateforme mobile gratuite pour essayer de mettre en relation les agriculteurs avec la main-d'œuvre potentielle au niveau international.

En Aragon, des producteurs pointent les mesures du Gouvernement contre le Covid-19 comme responsables du manque de main d'œuvre pour la campagne fruitière. Le syndicat des agriculteurs et éleveurs d'Aragon (JAGA-COAG) a averti que les décisions prises entraîneront un manque cruel de main d'œuvre pour le début de la campagne de récolte des fruits. Il demande ainsi une régularisation provisoire de la situation des personnes enregistrées dans les municipalités qui ne disposent pas de documents légaux pour travailler, comme cela a été fait précédemment avec les personnes originaires de pays en conflit.

En Catalogne, les producteurs demandent le recours aux chômeurs des différentes municipalités du territoire pour faire face au manque de main-d'œuvre. Née en France, l'idée est à présent défendue de l'autre côté des Pyrénées, notamment par le syndicat des jeunes agriculteurs et éleveurs de Catalogne (JARC). La fermeture des frontières entraîne en effet de fortes difficultés d'accès à la main-d'œuvre pour les récoltes, alors que même que l'activité doit être maintenue. C'est pourquoi le syndicat propose que cette demande soit couverte par le recours aux chômeurs des différentes communes alentours, qui sont disponibles et à proximité, permettant ainsi de respecter le principe de minimisation des déplacements.

Les bergers et leurs troupeaux ne sont pas concernés par les mesures de confinement. Parmi les travailleurs qui, malgré le contexte de pandémie, ne peuvent pas quitter leur emploi et se conformer au confinement auquel toute la population est soumise, on trouve les bergers. Ils se sentent là-encore, de la même manière que les petits agriculteurs ou les pêcheurs artisanaux, trop peu considérés dans leur participation à la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Ils ont lancé à Cadix la campagne "yohoytrabajo", avec notamment une vidéo pour sensibiliser les consommateurs à l'importance de leur présence et également les inviter à consommer leurs fromages.

Telepizza et Coca-Cola négocient leur dispositif de chômage partiel. Elles s'ajoutent ainsi à la liste des autres entreprises du secteur alimentaire qui appliqueront également le dispositif de chômage technique (ERTE), tant que durera l'état d'alerte.

Limagrain Ibérica met en place une plateforme en ligne pour poursuivre ses activités de conseils auprès des agriculteurs. Entreprise leader dans la vente de semences en Espagne, ses techniciens sont habituellement particulièrement présents auprès des agriculteurs au moment de la récolte, et souhaitent conserver cette disponibilité malgré l'état d'alerte, grâce à la mise en place d'une plateforme d'échange en ligne.

Une nouvelle campagne de sensibilisation au rôle clé joué par les agriculteurs en Navarre. À l'initiative du Syndicat des agriculteurs et éleveurs de Navarre (UAGN), cette campagne intitulée #YoSigoProduciendoParaTi ("je continue à produire pour toi") prendra la forme de messages, témoignages d'agriculteurs et vidéos diffusés sur les réseaux sociaux et via Whatsapp. Outre la promotion de leur rôle, ces agriculteurs entendent également saluer l'engagement de tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Actions de solidarité

La Unión, coopérative de fruits et légumes d'Almería, fait don de 26 tonnes de marchandises aux personnels soignants des hôpitaux alentours. 5 200 cagettes de 5kg chacune ont ainsi été distribuées aux personnels des hôpitaux de la région, afin d'alléger la pression de l'approvisionnement alimentaire pour ces travailleurs actuellement pleinement engagés.

La coopérative Viñaoliva en Estrémadure fait don d'alcool sanitaire et met à disposition ses installations pour la fabrication de gel hydro-alcoolique. 30 000 flacons seront ainsi fabriqués, et auront vocation à être distribués dans les pharmacies et supermarchés alentours pour les citoyens.

Un "camion solidaire" est en partance de Córdoba pour ravitailler en oranges les personnels soignants de l'hôpital d'Ifema à Madrid. A l'initiative de la coopérative des producteurs d'agrumes Palmanaranja et du bureau local du Syndicat des jeunes agriculteurs (ASAJA), cette livraison à destination des personnels soignants engagés à "l'hôpital de campagne" installé au sein d'Ifema (4500 lits dans le parc des expositions de Madrid) se veut avant tout un témoignage de solidarité.

Tenera Asturiana lance une campagne de collecte de fonds pour l'achat de matériel médical pour le Service de santé. Tenera Asturiana, organisation en charge de la gestion de cette IGP bovine, a lancé une campagne de collecte de fonds pour l'achat d'équipements sanitaires, à l'initiative de son Conseil régulateur et suite aux demandes formulées par des nombreux éleveurs. Cette initiative est directement coordonnée avec la délégation du Gouvernement et le Service de santé de la Principauté des Asturies.

World Central Kitchen, l'ONG du chef José Andrés, arrive en Espagne pour aider. L'ONG a déjà répondu à la menace de Covid-19 dans plus de 20 villes du monde entier. Depuis vendredi, elle travaille à Madrid, en collaboration avec le Grupo Arzábal et Mateo & Co, avec des restaurants de toute la capitale, pour préparer des milliers de repas. Toute la nourriture a été donnée par le grossiste Makro. Afin de garantir que les repas soient distribués à ceux qui souffrent le plus de cette crise, l'ONG travaille en collaboration avec la Banque alimentaire de Madrid.

Malgré l'état d'alerte et la fermeture de son point de collecte, la Banque alimentaire de la Rioja a livré 15,6 tonnes de denrées depuis le début de la crise. Bien que le point de collecte habituel soit fermé, une partie des bénévoles est restée mobilisée pour continuer de livrer, aux domiciles des bénéficiaires, les denrées alimentaires dont ils ont plus que jamais besoin.

Filière forêt-bois

La fondation Cesefor remercie l'engagement des industries espagnoles de la filière, et se joint à leur appel pour que le transport du bois et de ses coproduits fasse partie des exceptions permises dans le cadre de l'état d'alarme. Sociétés d'exploitation forestière, usines de pâtes à papiers, scieries et autres industries continuent en effet de travailler pour garantir l'approvisionnement en palettes et emballages, qui permettent le transport de produits alimentaires, médicaux et pharmaceutiques. Cesefor se joint donc à l'appel de la filière à l'attention du Gouvernement pour que le transport du bois et de ses coproduits fasse partie des activités dites « essentielles » et autorisés à ce titre dans le cadre de l'état d'alerte renforcé.

Le syndicat représentant des agents environnementaux et forestiers demande au Ministère de l'Intérieur des précisions pour renforcer la protection des personnels. Près de deux semaines après la mise en place de l'état d'alerte, aucune précision officielle n'a été donnée sur l'application des mesures d'urgences aux 6 500 fonctionnaires environnementaux et forestiers. Le syndicat CSIF demande ainsi une clarification, afin d'éviter les différences de traitement auxquels les personnels sont actuellement soumis, en fonction de leur région d'implantation (l'interprétation est en effet pour l'instant laissée libre aux Communautés autonomes, ce qui conduit à avoir des agents totalement confinés dans certaines régions, alors que d'autres continuent à travailler de manière quasiment normale ailleurs).

Les agents environnementaux et forestiers se mettent à la disposition du Gouvernement pour collaborer dans la gestion de crise. Dans une lettre transmise par l'Association des agents environnementaux et forestiers (AEAFMA), ces derniers se mettent à la disposition du Ministère de l'Intérieur pour la gestion de cette situation inédite. L'association rappelle ainsi la loi 17/2015 qui porte sur le système national de protection civile et qui indique que "les agents environnementaux sont considérés comme faisant partie du service public d'intervention et d'assistance dans les situations d'urgence de protection civile".

Pêche maritime et aquaculture

Les pêcheurs de Huelva tirent la sonnette d'alarme. L'association des pêcheurs de cette province andalouse ont lancé un appel de détresse au gouvernement afin que celui-ci approuve les treize demandes de chômage technique (ERTE) pour force majeur, présentées le 27 mars. Actuellement, 80% des 40 bateaux composant la flotte d'arts mineurs et 40% des 24 bateaux composant la pêche au chalut sont à l'arrêt en raison de la chute de la demande.

Lancement d'un programme d'aide à l'arrêt temporaire de la flotte de palangriers en Méditerranée (650 000 €). Le ministère régional de l'Agriculture, de l'élevage, de la pêche et du développement durable va ouvrir la période de dépôt des demandes d'aides pour l'arrêt temporaire de la flotte andalouse de pêche à la palangre de surface dans la zone de pêche nationale méditerranéenne. Le budget prévu pour ce

dispositif s'élève à 650 000 €, cofinancé par le FEAMP, et destinés à la fois aux armateurs (250 000 €) et à l'équipage (400 000 €).

Mise en place d'un système de vente plus restrictif à la suite d'une infection au coronavirus dans la troisième criée de Galice. Un travailleur de la criée de Ribeira, dans la province de la Corogne (troisième criée de la région de Galice en volume, cinquième en chiffre d'affaires) a été testé positif au Covid-19 la semaine dernière, entraînant la mise en place, depuis le 30 mars, d'un système de vente réduisant au maximum les risques d'infection parmi les salariés du marché. Désormais, les commandes seront livrées individuellement à chaque acheteur accrédité qui sera contraint d'attendre à l'extérieur de la criée.



PORTUGAL

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Favoriser l'emploi en agriculture des salariés en chômage technique. La CAP (Confédération des Agriculteurs du Portugal) va proposer au Gouvernement de permettre aux salariés en situation de chômage technique de travailler temporairement dans le secteur agricole, qui cherche actuellement de la main d'œuvre, notamment pour les récoltes. Le secrétaire général de la CAP estime que le pays doit être capable de s'adapter aux circonstances extraordinaires, sachant que les limitations à la mobilité des personnes et la fermeture des frontières empêchent les entreprises de disposer de la main-d'œuvre étrangère pour réaliser les travaux saisonniers. Selon le directeur de Randstad, l'une des principales sociétés de recrutement présente au Portugal, d'autres secteurs tels que la vente au détail et la logistique connaissent également des besoins de main d'œuvre importants.

Filière forêt-bois

Les autorités portugaises continuent de contrôler l'entretien des forêts, notamment la Garde nationale républicaine (GNR). En revanche, depuis le 12 mars, les actions d'accueil du public en forêt, comme toutes les autres actions impliquant le rassemblement de personnes, ont été suspendues. Pour les associations représentant les militaires de la GNR, les contrôles devraient être suspendus, étant donné que la plupart des travaux d'entretien des forêts sont interrompus en raison des règles de confinement.

Pêche maritime et aquaculture

L'aquaculture s'asphyxie. L'Association Portugaise des aquaculteurs (APA) a alerté sur la grave situation du secteur par le Covid-19. Les ventes de poissons ont chuté depuis le début du mois de mars et celles de fruits de mer sont inexistantes, avec la fermeture des restaurants et l'arrêt des exportations. En GMS, les ventes sont très faibles. Le secteur a dû mal à gérer la croissance du stock. L'association appelle à des mesures pour garantir l'énergie, l'oxygène et l'alimentation pour les poissons. Quant à la ligne de crédit de 20 M€ annoncée pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, l'association demande sa mise en œuvre rapide exécution